

ELEMENTS D'APPRECIATION DES RESULTATS DE L'ANNEE 2017

La situation macro-économique de l'année 2017 porte la marque d'une nouvelle dégradation des fondamentaux malgré une relance relative de la croissance et des exportations.

Les expectatives de redressement en relation avec les mesures d'ajustement monétaire et fiscal mises en œuvre ne se concrétisent pas totalement. La relance relative de la croissance du PIB et des exportations s'accompagne, en effet, par une poussée de l'inflation, un maintien du niveau élevé du chômage, une aggravation de la dette publique et une importante détérioration du commerce extérieur et de la balance des paiements.

La position de la Tunisie sur le plan international s'en ressent et un recul de la note souveraine décernée par les différentes agences de notation est enregistré ; ce qui pose le problème de la soutenabilité de la croissance à moyen et long terme et dicte la nécessité de profonds ajustements et réformes pour corriger les distorsions et retrouver le chemin d'une forte croissance sur des bases viables et durables.

APPRECIATION DES DIFFERENTS INDICATEURS

1. Croissance et revenu

Retour de la croissance quoique à un taux encore faible

Le retour attendu de la croissance se réalise partiellement. La croissance du PIB serait de 1.9 pourcent durant l'année 2017 contre une prévision initiale de 2.5¹ pourcent. Comparativement à la croissance enregistrée en 2015 et 2016 (1 pourcent), il y a pratiquement un doublement du rythme, ce qui est, en soi, positif. En se référant, cependant, à la croissance de la zone euro (+ 2.4 pourcent) des pays de l'OCDE (+ 2.5 pourcent) et de certains pays concurrents tels que le Maroc (+ 4 pourcent en 2017) et la Turquie (+7 pourcent), la Tunisie perd du terrain, ce qui relativise le résultat de 2017.

Les moteurs de la croissance de l'année 2017 auront été principalement l'agriculture grâce à une bonne campagne céréalière et les services marchands sous l'effet de la reprise de l'activité touristique et de la dynamique des transports.

Les industries non manufacturières continuent, cependant, à battre de l'aile avec une baisse de la valeur ajoutée pour la troisième année consécutive imputable dans une large mesure à la forte baisse de la production des hydrocarbures en relation avec l'important ralentissement des investissements dans la recherche et l'exploitation pétrolière suite aux

¹ Prévision établi dans le cadre du budget économique de 2017

tiraillements politiques à propos des permis accordés aux compagnies étrangères ainsi qu'à la persistance des tensions sociales dans le bassin minier de Gafsa.

En pourcentage	2015	2016	2017
Agriculture et pêche	12.5	-8.5	2.5
Industries manufacturières	0.4	0.4	0.8
Industries non manufacturières	-4.1	-1.5	-3.2
Services marchands	-0.6	3.2	4.0
Services non marchands	3.4	2.4	0.4
Produit Intérieur Brut (PIB)	1.1	1.0	1.9

Il est à signaler que la tendance des services non marchands, correspondant principalement aux services publics rendus par l'administration, enregistre, du fait des mesures prises en matière de maîtrise des recrutements dans le cadre du budget de l'Etat, une importante inflexion avec une croissance limitée à 0.4 pourcent contre une moyenne de 3 pourcent en moyenne au cours de la période 2014-2016 et une moyenne de 6 pourcent par an au cours de la période 2011-2013.

Faible progression du PIB par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat

Le PIB par tête d'habitant en termes de parité de pouvoir d'achat² serait en 2017 aux alentours de 12 000 dollars environ soit un niveau supérieur de 40 pourcent par rapport à celui du Maroc mais inférieur de 65 pourcent par rapport à celui de la Turquie.

PIB par tête en PPA en dollars	2010	2015	2016	2017
Tunisie	10 315	11 487	11 631	11 987
Maroc	6 452	8 045	8 160	8 612
Turquie	16 900	24 236	24 916	26 453
Portugal	26 496	28 057	28 916	30 253

Entre 2010 et 2017, l'écart s'est réduit de moitié avec le Maroc (de 60 à 40 pourcent) et il s'est creusé de plus de la moitié avec la Turquie passant de 40 à 65 pourcent.

2. Emploi et Chômage

Relance des créations d'emploi du secteur privé

Les données de l'année 2017 confirment la tendance de redressement de l'emploi du secteur privé. Les créations sur douze mois par référence à l'enquête du quatrième

² Source Banque mondiale sachant que la parité de pouvoir d'achat(PPA) est une méthode utilisée, sur le plan international, pour rendre comparable, en termes de pouvoir d'achat, les différentes devises nationales.

trimestre 2017 totalisent 43 000 emplois contre 33 000 une année auparavant. Les secteurs à l'origine de ce redressement sont, comme c'est le cas pour le PIB :

- L'industrie mécanique et électrique avec la création de plus de 7000 emplois sur douze mois portant le total de la population employée dans ce secteur à plus de 154 000 personnes
- L'hôtellerie et la restauration qui, après la crise des années 2015 et 2016, embauchent de nouveau, permettant à la population occupée dans ce secteur d'augmenter de quelques 14 000 personnes et d'atteindre 134 000 personnes ;
- Les transports et communications qui enregistrent la création de 6 700 emplois portant la population occupée dans ce secteur à un total proche de 200 000 personnes

En comparant la population occupée à fin 2017 avec celle de 2010, il se dégage que les créations nettes d'emplois civils ont atteint, au cours des sept dernières années, 203 mille emplois, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de la population occupée inférieure à 1 pourcent. Les créations se répartissent comme suit :

- Secteur public : 169.500 emplois civils³ créés à hauteur de 84 pourcent entre 2011 et 2013 ;
- Secteur privé : 33 500 emplois dont la moitié au niveau des industries manufacturières grâce au dynamisme affiché par les industries mécaniques et électriques

Il est à signaler que selon les études menées en 2016⁴ par la Banque Africaine de Développement, l'emploi informel est répandu. Il représente près de 40 pourcent de l'emploi total au cours de la période 2010-2014, soit le double du taux des économies en transition (20 pourcent) bien qu' il demeure nettement en retrait par rapport à celui du Maroc (70 pourcent) et de l'Afrique subsaharienne (75 pourcent)

Maintien du chômage global à un niveau élevé

La reprise des créations d'emploi a été tout juste suffisante pour stabiliser le taux de chômage de la population active. Celui-ci continue à se situer à 15.5 pourcent au cours du 4^e trimestre de 2017 et ce malgré la forte réduction de la demande d'emploi. Celle-ci se situait à une moyenne de 85 000 par an entre 2006- 2010 ; elle est ramenée à une moyenne de 35 000 par an entre 2011 et 2017, sous l'effet de la renonciation d'une partie de la population d'âge actif, notamment féminine, à se présenter sur le marché du travail, et de la tendance à la hausse de l'émigration. Outre l'émigration illégale, 94 000 Tunisiens, la

³ Source « Tunisie, La Démocratie en quête d'Etat » de Mahmoud Ben Romdhane » .

⁴ Donnée publiée dans l'étude de l'OCDE sur la Tunisie

plupart cadres et jeunes hautement qualifiés, à la recherche d'emplois mieux rémunérés ont quitté la Tunisie vers l'Europe entre 2011 et 2016 selon l'OCDE.

En milliers	4 ^e trimestre 2015	4 ^e trimestre 2016	4 ^e trimestre 2017
Population active	4 020.8	4 069.2	4 119.0
Population occupée	3 402.0	3 436.7	3 480.0
Nombre de chômeurs	618.8	632.5	639.0
Taux de chômage en %	15.4	15.5	15.5

Le taux moyen de chômage demeure ainsi élevé, malgré la décélération de la demande additionnelle ; il dépasse de 2.5 points celui atteint en 2010 tout en continuant à sous-tendre d'importantes disparités avec notamment :

- Des taux variant du simple au double entre le littoral et les gouvernorats intérieurs, allant , en se référant aux données disponibles relatives au deuxième trimestre de 2017, de 9.7 pourcent pour le Centre- est à 25.6 pourcent pour le Sud-ouest ;
- Un taux de chômage des femmes proche du double de celui des hommes (respectivement 22.9 et 12.5 pourcent en 2017) malgré la faible participation de la femme à la population active, soit 27 pourcent contre 68 pourcent pour les hommes ;
- Un chômage des diplômés du supérieur qui continue, malgré la légère dégrise relevée au cours des derniers mois, à être élevé, touchant à la fin de 2017 près de 30 pourcent de la population active concernée, ce qui reflète le décalage entre une offre de main d'œuvre de plus en plus qualifiée et une demande de travail peu qualifiée en raison de la lenteur du processus de transformation structurelle de l'économie.

En pourcent de la population active	4 ^e trim. 2015	4 ^e trim.2016	4 ^e trim. 2017
Taux de chômage des diplômés	31.2	31.6	29.9
■ Hommes	20.7	20.1	19.0
■ Femmes	41.1	41.5	39.0

A titre d'éclairage, le taux de chômage global de la zone euro est de 8.7 pourcent⁵ en décembre 2017, soit un point en moins par rapport à l'année précédente.

Le taux de chômage a baissé pratiquement dans tous les Etats membres de l'Union Européenne, sachant que les baisses les plus significatives ont été observées en Grèce (23.3 à 20.7 pourcent), au Portugal (10.2 à 7.8 pourcent) et en Espagne (18.5 à 16.4 pourcent).

⁵ Source Eurostat janvier 2018

3. Inflation des prix à la consommation

Accentuation des pressions inflationnistes

L'inflation des prix à la consommation familiale augmente au cours des douze mois de 2017 de 5.3 pourcent par rapport aux douze mois de 2016, soit un taux dépassant d'un point et demi celui de l'année précédente (3.7 pourcent)

Inflation moyenne ⁶ (%)	Pondération(%)	2016/15	2017/16
alimentation et boissons	28.1	2.6	5.6
logement	17.0	5.4	5.0
transports	12.1	2.2	5.9
autres	42.8	4.2	5.0
total	100.0	3.7	5.3

L'accélération de l'inflation a touché pratiquement tous les groupements de produits. Elle est relevée particulièrement au cours du second semestre de l'année ; la variation mensuelle ayant plus que doublé d'un semestre à l'autre, passant d'une moyenne de 0.4 à 0.9 pourcent sous l'effet en partie de la dépréciation du dinar et de l'ajustement des prix des carburants. Le glissement sur douze mois entre décembre 2016 et décembre 2017 s'en ressent atteignant un nouveau palier, soit 6.4 pourcent contre 5.3 pourcent une année auparavant.

En excluant les produits qui subissent des mouvements très variables dus, notamment, à des facteurs climatiques, l'inflation sous-jacente reflétant la tendance des coûts des facteurs de production s'établit à un niveau de 5.7 pourcent contre 5.1 pourcent en 2016 ;

Forte progression des subventions en faveur de l'énergie

En comparant l'évolution des prix selon le régime de fixation, il ressort que les prix administrés ont progressé de 3.9 pourcent contre 1.4 seulement en 2016 alors que les prix soumis à la loi de l'offre et la demande augmentent de 7.1 pourcent

En fait, les pressions sur les prix auraient pu être beaucoup plus élevées sans l'intervention massive pour limiter l'ajustement des prix des carburants qu'impose l'importante hausse des cours sur les marchés extérieurs. Les subventions ordonnancées par le Budget de l'Etat montent ainsi à près de 3500 MDT ce qui correspond à 3.6 pourcent du PIB contre 2200 MDT en 2016 (2.5 pourcent du PIB) sous l'effet principalement de l'alourdissement de la facture énergétique, comme le reflète le tableau suivant :

⁶ Obtenue en rapportant l'indice moyen des prix de douze années d'une année « N » par rapport à celui de l'année « N-1 »

Subventions en MDT	2015	2016	2017
Produits de base	1 549	1 581	1 494
carburants	918	197	1 550
Transport public	416	433	448
Total	2 283	2 211	3 492

La comparaison entre l'évolution de l'inflation au regard de celle de la zone euro, d'une part, et le glissement du dinar par rapport à l'euro, d'autre part, est, à cet égard, très significative et explique en partie la dépréciation du dinar par rapport à la devise européenne.

Entre 2010 et 2017, l'indice général des prix a augmenté de 38.4 pour cent en Tunisie contre 12.2 pourcent⁷ seulement pour la zone euro, soit un écart entre les deux indices de 26 points environ alors que la dépréciation du dinar par rapport à l'euro au cours de la même période a été de 53 pourcent compte tenu de l'effet conjugué de l'inflation et de la détérioration de la position extérieure de la Tunisie comme cela sera développé plus loin.

4. Investissement et climat des affaires

Maintien de l'investissement global en deçà de la barre de 20 pourcent du PIB

Globalement, les indications partielles, disponibles à ce stade, permettent d'escompter une progression des investissements de l'ordre de 8 pourcent en nominal permettant tout juste de stabiliser pour la deuxième année consécutive le taux d'investissement aux alentours de 19.4 pourcent du PIB aux prix courants contre des taux beaucoup plus élevés pour la plupart des économies émergentes à l'instar notamment du Maroc (taux de 33 pourcent selon le Haut Commissariat du Plan) et la Turquie (30 pourcent en 2016 selon l'OCDE).

En approfondissant l'analyse des données, il apparaît que la faiblesse de l'investissement se localise particulièrement au niveau des entreprises. Selon la dernière étude de l'OCDE⁸, l'investissement des ménages dans l'immobilier demeure vigoureux et représente 30 pourcent de l'investissement global en 2016, l'investissement de l'administration demeure important (22 pourcent du total) alors que l'investissement des entreprises n'est que de 48 pourcent du total de l'investissement contre 60 pourcent en moyenne pour l'OCDE.

Structure	Tunisie	Turquie	Portugal	OCDE
Ménages	30%	30%	20%	22%
Administration	22%	10%	10%	18%
Entreprises	48%	60%	70%	60%
Investissement global	100%	100%	100%	100%

Cette tendance se vérifie au niveau de l'investissement direct étranger. Il ne représente en

⁷ Source : Rapports annuels BCT

⁸ Etudes économiques de L'OCDE sur la Tunisie publiée en mars 2018

2017 que 2.2 pourcent du PIB contre 3.6 pourcent en 2010. Le montant réalisé en 2017 quoiqu'en augmentation en valeur nominale de 11.9 pourcent, est en baisse de près de 2.5 pourcent pour l'évaluation en euros, sous l'effet notamment du ralentissement notable des investissements dans l'énergie.

IDE	2010	2015	2016	2017
total en MDT	2 265	1967	1901	2128
Taux IDE/PIB	3.6%	2.3%	2.1%	2.2%
Total en M€	1194	904	802	781

Environnement d'investissement et Les ajustements requis

La tendance de l'investissement ne semble pas pouvoir se modifier sensiblement à court terme à la lumière des indications relatives aux intentions d'investissement déclarées à l'APII en 2017. Celles-ci sont en baisse dans les industries manufacturières (- 7.7 pourcent en dinars) et en augmentation modérée dans les services, de l'ordre de 14 pourcent, soit à un taux inférieur à celui du glissement du dinar (14.7 pourcent) à moins d'une sensible amélioration du taux de réalisation des intentions consécutive ou d'une accélération de la préparation de nouveaux projets.

En MDT	2016	2017
industrie	3 821.3	3 526.6
services	1 628.8	1 858.7
Total	5 450.1	5 385.7

Le ralentissement de l'investissement paraît à ce stade être « une tendance de fond » provoquée par la convergence des analyses et des évaluations sur la dégradation du climat d'investissement et d'affaires avec notamment d'importants reculs de la position tunisienne par rapport aux pays concurrents :

- Sur le plan de la compétitivité globale, en passant selon le Forum mondial de Davos de la 32^e place en 2010 à la 95^e place sur 138 pays en 2017 ;
- Sur le plan du climat des affaires en passant selon Doing Business de la 55^e place en 2010 à la 88^e place sur 190 pays ;
- Sur le plan de la solvabilité en enregistrant tout au long des sept dernières années des dégradations successives par l'agence de notation Moody's, passant du grade convoité de l'investissement en 2010 (Baa2) au grade du très spéculatif en 2017 (B2).

Les rapports récents élaborés par le groupe de la Banque Mondiale et par l'OCDE comportent, à cet égard, des indications précises très pertinentes sur les goulots et les entraves freinant l'initiative privée et sur les mesures susceptibles de renforcer l'entreprise et relancer l'investissement productif. Ces rapports méritent de faire l'objet d'une étude approfondie afin de dégager une série de mesures urgentes à engager aussi rapidement que possible pour changer la perception négative qui ressort des derniers rapports sur la Tunisie.

5. Les équilibres extérieurs de la Tunisie

Forte augmentation du déficit de la Balance commerciale

Le déficit commercial s'est particulièrement creusé en 2017 sous l'effet d'une augmentation des importations à un rythme (19.8 pourcent) dépassant de près de 2 points celui des exportations (18.1 pourcent).

Suite à cette évolution, le déficit commercial s'aggrave de près de 3 milliards de dinars et le taux de couverture des importations par les exportations enregistre une baisse par rapport à l'année 2017 pour s'établir à un niveau (68.9 pourcent) en retrait d'un point par rapport à 2016 (69.8 pourcent).

La dépréciation du dinar, accentuée à partir de mai 2017, si elle a permis d'accélérer la progression des exportations entre le premier semestre (+ 1 pourcent en euros) et le second semestre (+ 5 pourcent en euros) n'a pas eu encore d'impact très significatif sur la maîtrise des importations du fait des fortes rigidités qui demeurent en relation avec la faible intégration de l'économie tunisienne.

Evolution ⁹	Au 31/3/2017	Au 30/6/ 2017	Au 30/ 9/2017	Au 31/12/2017
exportation	7.4%	12.7%	17.4%	18.1%
importation	20.3%	16.4%	19.2%	19.8%
Taux de couverture	66.0%	68.1%	68.2%	68.8%
Taux change DT/€	2.4450	2.7597	2.9150	2.9372
dépréciation DT/€	8.5%	13.6%	18.0%	20.5%

Comparativement à l'année 2010, il est relevé :

- Une augmentation du déficit commercial de plus de 7 milliards de dinars consécutif à une progression des importations de biens à un rythme (+ 6.7 pourcent par an) supérieur à l'évolution des exportations (+ 5.6 pourcent par an).
- Une réduction du taux de couverture des importations par les exportations de cinq points ; celui-ci passe de 73.9 à 68.8 pourcent localisée essentiellement au niveau des pays autres que l'Union Européenne :

Taux de couverture	Union européenne	Autres pays	total
2010	88.6%	50.8%	73.9%
2016	96.4%	39.4%	69.8%
2017	94.8%	38.4%	68.8%

- Une forte aggravation du déficit de la balance énergétique ; celui-ci s'est élevé à 4 milliards de dinars en 2017 soit le quart environ du déficit commercial global contre un déficit limité à 473 MDT et 6 pourcent seulement du déficit en 2010 en raison de l'épuisement des gisements en cours d'exploitation et de l'essoufflement des

⁹ Par rapport à la période correspondante de l'année 2016

investissements étrangers dans la recherche pétrolière.

Nouvelle aggravation du déficit courant De la balance des paiements

La situation de la balance des paiements s'est particulièrement dégradée en 2017 avec un déficit au niveau de l'ensemble des opérations courantes atteignant, compte tenu de l'amplification du déséquilibre des échanges commerciaux, un nouveau palier, aux alentours de 10.4 pourcent du PIB. La balance des services et des transferts de revenus ne permet de réduire qu'à hauteur de 5 milliards de dinars environ le déficit commercial.

En MDT	Rappel 2010	2015	2016	2017
Déficit courant extérieur	3 012	7 552	7 935	10 086
Produit Intérieur Brut	63 055	84 648	89804	96 660
Taux du déficit/PIB	4.8%	8.9%	8.8%	10.4%

La relance du tourisme permet, certes, d'amorcer une tendance haussière des recettes en devises, avec une augmentation de 400 MDT soit + 17.7 pourcent par rapport 2016 ; elle est cependant encore insuffisante pour retrouver la recette nominale de l'année 2014. Le niveau de 2017 en est en retrait de près de 33 pourcent et l'écart est encore plus important pour l'évaluation en euros (de l'ordre de 60 pourcent).

De leur côté, les transferts au titre du revenu des travailleurs tunisiens à l'étranger, s'ils continuent à augmenter régulièrement en termes nominal, avec une augmentation de 600 MDT soit 15 pourcent en 2017, l'évolution est négative en dinars constants par rapport à 2014 (- 7 pourcent) compte tenu des dépréciations intervenues au cours des dernières années, de l'ordre de 6 pourcent en moyenne par an par rapport à l'euro entre 2014 et 2017.

	2014	2015	2016	2017
Recettes touristiques en MDT	3626	2415	2373	2794
Recettes touristiques en M€	1609	1109	1000	1025
Revenu du travail en MDT	3984	3867	3912	4500
Revenu du travail en M€	1768	1776	1647	1652

Il est à signaler que de nombreux pays confrontés à des déséquilibres particulièrement importants au niveau des opérations courantes de leur balance des paiements ont réussi depuis à réduire de façon significative leur déficit courant. C'est le cas du Maroc qui a ramené le déficit courant d'un taux de 9.5 pourcent du PIB en 2012 à 3.6 pourcent seulement en 2017. C'est aussi le cas, aussi, de la Grèce qui a ramené son déficit courant de 9.9 pourcent en 2011 à moins de 1 pourcent en 2017. Ces deux pays ont, en commun, un secteur touristique performant qui a engrangé suffisamment de ressources pour réduire le déséquilibre de leurs paiements avec l'extérieur.

En Millions €	Tunisie	Maroc	Grèce
Année 2010	1 857	5 000	9 600
Année 2017	1025	6 250	13 000
Evolution	-45%	+ 25%	+35%

Ces données comparatives offrent des pistes passantes à explorer rapidement pour retrouver dans des délais raisonnables et à des coûts sociaux tolérables le rééquilibrage requis des opérations courantes de la balance des paiements étant signalé que les recettes touristiques de la Tunisie en 1995 s'élevaient à 1402 millions de dollars ; elles dépassaient de 7.5 pourcent celles du Maroc (1304 M\$) et représentaient le tiers environ des recettes de la Grèce (4.136 M\$).

Nouvelle dégradation de la solvabilité extérieure du pays

le rééquilibrage des deux termes des échanges de biens et de services et des transferts courants revêt un caractère contraignant étant donné la situation de la dette extérieure et les dernières réévaluations du risque tunisien.

L'encours de la dette extérieure (y compris la dette à court terme) se hisse, selon les dernières évaluations du FMI à un niveau représentant près de 77 pourcent du PIB en 2017 contre 70 pourcent en 2016.

Comparativement à 2010, le taux d'endettement se trouve réévalué de 29 points du PIB, soit une augmentation du poids de l'endettement de quatre points du PIB par an ; ce qui constitue désormais une source de préoccupation d'autant qu'elle s'accompagne par une réévaluation du risque Tunisie qui passe du grade Ba2 conféré aux pays solvables financièrement et compétitif économiquement au grade B2 présentant des risques élevés de solvabilité. La dernière évaluation de Coface classant la Tunisie de pays à risque élevée s'inscrit également dans cette tendance ;

6. Equilibre financier et budgétaire

Maintien de l'épargne nationale à un Faible niveau

La tendance baissière de l'épargne nationale ne semble pas s'inverser contrairement aux prévisions établies dans le cadre du nouveau plan de développement. La propension moyenne à épargner¹⁰ a considérablement baissé entre 2010 et 2016, passant de 21.7 du revenu national disponible brut à 10.5 seulement en 2016¹¹ et probablement à une proportion encore moindre en 2017 à la lumière de la forte augmentation du déficit courant de la balance des paiements (+ 26 pourcent)

Cette tendance est en fait le résultat d'une évolution contrastée des contributions des différents agents à l'effort d'épargne.

Ainsi, l'épargne des ménages continue, selon des indications convergentes, à progresser.

¹⁰ Correspond au montant de l'épargne par rapport au revenu disponible

¹¹ Source : ouvrage de Mahmoud Ben Romdhane « La Démocratie en quête d'Etat »

L'encours de l'épargne- logement et des comptes spéciaux d'épargne auprès des banques et de la poste ont augmenté de 10.7 pourcent aussi bien en 2016 qu'en 2017, soit un taux supérieur à celui du PIB aux prix courants.

En revanche, l'épargne de l'Etat accuse un important fléchissement sous l'effet de la progression soutenue des dépenses de fonctionnement. Le solde primaire du budget¹², excédentaire en 2010 (507 MDT), accuse depuis 2011 des soldes négatifs croissants atteignant 3 milliards en 2016 et 3.6 milliards dinars en 2017. Il en est également le cas pour les organismes de sécurité sociale et les entreprises publiques non financières dont le déficit cumulé à fin 2017 est estimé aux alentours de plus de 11 milliards de dinars¹³.

Maintien des tensions au niveau du budget de l'Etat

Malgré la réalisation effective des prévisions de la loi des finances en matière de recettes propres, l'objectif de réduction du déficit budgétaire de 1.3 point par rapport à 2016 ne se réalise pas. Le déficit budgétaire continue à se maintenir pour la deuxième année consécutive à 6.1 pourcent du PIB au lieu de se ramener à 4.8 pourcent du PIB.

En effet, si les mesures fiscales exceptionnelles adoptées dans le cadre de la loi des finances de 2017, conjuguées aux efforts déployés sur le plan du contrôle fiscal et en matière de recouvrement des créances fiscales, donnent des résultats probants avec des recettes fiscales et non fiscales pratiquement conformes aux prévisions soit 23.9 milliards de dinars contre une prévision de 23.8 milliards de dinars.

En revanche les dépenses de fonctionnement ont dû être réévaluées au niveau des salaires et traitements des agents de l'Etat, des subventions et du service de la dette publique pour un total cumulé de près de 2 milliards de dinars.

Le tableau suivant récapitule l'évolution des différents ratios du budget de l'Etat durant les années 2015 et 2017 par référence à l'année 2010.

En pourcent du PIB	2010	2015	2016	2017
Pression fiscale	20.1	21.9	20.7	21.8
Salaires et traitements	10.8	13.7	14.7	14.8
Subventions et compensation	2.4	3.4	2.5	3.6
Service de la dette publique	5.7	4.3	5.8	7.2
Déficit budgétaire	1.0	4.8	6.1	6.1
Dette publique	40.0	63.7	65.1	68.7

¹² Il correspond à la différence entre les recettes propres hors dons et les dépenses totales hors services de la dette

¹³ Dont 2.2 milliards de dinars au niveau de la CNRPS et 2.3 milliards au niveau de la CNSS selon Mahmoud Ben Romdhane(comment retrouver la voie de la prospérité partagée

A titre d'éclairage, les rémunérations publiques représentent, en proportion du PIB près de 9 pourcent pour le Maroc en 2017 alors que le déficit budgétaire en représente 3.3 pourcent. Pour la Grèce, les salaires des agents de l'Etat correspondent 12 cent du PIB en 2014 et un déficit budgétaire de 3 pourcent du PIB en 2017.

Accroissement notable des besoins de liquidité du système monétaire

Le secteur bancaire continue à être fortement sollicité, notamment pour le soutien de la relance de la production et de l'investissement dans un contexte marqué par la faiblesse de l'épargne des entreprises et la forte augmentation des besoins en relation avec les niveaux élevés des déficits courants aussi bien du compte de l'Etat que du compte extérieur.

Selon les dernières données disponibles,¹⁴ la croissance du crédit a été de l'ordre de 15 pourcent en 2017, soit le double du taux de croissance du PIB (+7.6 pourcent aux prix courants), ce qui a entraîné, compte tenu de l'augmentation des dépôts, limitée à 10 pourcent, outre un relèvement du taux du marché monétaire de près d'un point entre décembre 2016 et décembre 2017, une intervention accrue de l'institut d'émission. Le volume global de refinancement de la BCT a frôlé la barre de 11 milliards de dinars à fin 2017, ce qui correspond à un saut de 3.7 milliards ou de 50 pourcent sur douze mois.

Il est à signaler que l'augmentation des dépôts a été en partie contrariée par l'importance prise par les monnaies et billets en circulation qui continuent à augmenter à un rythme soutenu, de l'ordre de 15 pourcent en 2017 alors que la capacité de financement des banques demeure en partie obérée par le poids des créances accrochées. Celles-ci représentent 15 pourcent des engagements pour l'ensemble des banques et 22 pourcent pour les banques publiques selon les dernières évaluations du FMI pour l'année 2017. Rappelons que le taux de créances douteuses est en moyenne de 5 pour cent pour les pays de l'OCDE ; il est proche de 10 pourcent pour l'Union Européenne avec une importante disparité entre les pays allant de 4 pourcent pour la France à 18 pourcent pour l'Italie, passant par 12 pourcent pour le Portugal.

CONCLUSION

Finalement pour conclure, la croissance amorcée en 2017 demeure fragile requérant, compte tenu des importantes tensions aussi bien sociales que financières, une ré-hiérarchisation des priorités pour retrouver le chemin d'une croissance vertueuse et inclusive.

D'importants dossiers revêtent une grande urgence étant donné leurs impacts sur les grands équilibres macroéconomiques. Ils concernent, comme cela a été récemment présenté par le gouvernement, l'administration, les entreprises publiques, les banques publiques, les caisses de sécurité sociale, la politique de

¹⁴ Rapport de Moody's sur le secteur bancaire publié le 8 mars 2018

subvention et de compensation.

Il s'agit de mener de front, de façon concertée et coordonnée, les ajustements et les réformes qui les concernent tout en agissant particulièrement :

- ▮ Sur le plan de l'amélioration de l'environnement de l'investissement, en simplifiant les procédures, en informatisant les prestations, en réduisant les prélèvements obligatoires pour les aligner aux taux des pays concurrents, en dynamisant et en renforçant l'efficacité de l'administration et du secteur monétaire et financier.
- ▮ Sur le plan du climat social, en activant l'instance du dialogue social pour entretenir un climat social apaisé, susceptible de réinsérer l'entreprise dans un cercle vertueux d'amélioration de la productivité, de valorisation du travail et de rentabilisation du capital.
- ▮ Sur le plan de la coopération avec l'extérieur, en accélérant les négociations avec l'Union Européenne en vue de parvenir à la conclusion d'un accord élargi et complet, qui donnerait un signal fort sur le processus de mise à niveau et de rapprochement projeté avec les réglementations et les standards européens et constituerait un puissant stimulant à l'attraction des investissements étrangers.

Ce faisant, l'investissement productif pourra enregistrer une importante relance, provoquant une accélération de la croissance et des créations d'emploi, ce qui faciliterait d'autant le redressement des fondamentaux, le rétablissement de la solvabilité et la réinsertion dans un cercle vertueux de croissance viable et de développement soutenable à coût social tolérable. L'exemple du Portugal qui a réussi, en quelques années, à redresser les fondamentaux par le haut, en relançant en même temps l'investissement et l'exportation peut être une source d'inspiration.

Forum Ibn Khaldoun le 5 mai 2018

Mots clés : Résultats de l'économie tunisienne en 2017, bilan de l'économie tunisienne en 2017 ; appréciation de l'économie tunisienne.

[Documents de référence : Etudes économiques de l'OCDE, Tunisie mars 2018](#)